



HAL
open science

Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie

Raphaël Jozan

► **To cite this version:**

Raphaël Jozan. Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie. Les Études du CERI, 2014, 210, pp.31-36. hal-04281273

HAL Id: hal-04281273

<https://sciencespo.hal.science/hal-04281273>

Submitted on 29 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie par Raphaël Jozan

Après deux années de flottement, 2014 devait être celle de la stabilisation économique dans le Caucase du Sud, grâce à un calendrier politique intérieur propice puisqu'on n'y prévoyait pas d'élections nationales. Mais elle a été mouvementée et la morosité perdure : les taux de croissance sont plus bas que ceux que l'on envisageait il y a un an.

L'environnement géopolitique de la région est très incertain, et les conflits ouverts se multiplient à sa périphérie : au nord entre l'Ukraine et la Russie, au sud sur les territoires de la Syrie et de l'Irak débordant sur la Turquie, voisine de la Géorgie et de l'Arménie. S'y ajoutent des conflits intérieurs, en particulier celui du Haut-Karabagh entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, qui s'est très fortement intensifié en 2014.

En outre, les grands voisins (Iran, Russie, Turquie, Europe) ont vu leur croissance ralentir, en particulier les pays pétroliers (Iran et Russie) qui ont subi la baisse des cours des hydrocarbures au cours de l'année, d'autant que tous deux ont également fait l'objet de lourdes sanctions, l'un à cause de son programme atomique et l'autre en raison de son comportement vis-à-vis de l'Ukraine. Cela aggrave une profonde crise économique et politique latente, cachée pendant quelques années par les cours élevés des produits pétroliers qui ont permis d'entretenir des politiques de développement non durables.

La baisse du prix des hydrocarbures affecte d'abord l'Azerbaïdjan, le seul producteur de la région, dont la croissance devrait être ramenée à 4,5 % en 2014 contre 5,8 % en 2013. Mais le pays est peu affecté par la crise politique régionale (si l'on excepte son conflit ouvert avec l'Arménie) et par la situation en Russie, car il a su cultiver sa différence au cours des deux dernières décennies, en établissant de solides relations d'investissements avec des entreprises majeures du secteur de l'énergie issues de tous les pays, et en construisant une économie peu tributaire des envois d'argent des travailleurs migrants. Mais il demeure encore fortement dépendant du secteur pétrolier qui représente près de 50 % du PIB, malgré les efforts qu'il a fournis avec succès pour diversifier ses ressources.

Les effets de l'évolution des cours du pétrole sont inverses pour la Géorgie, pays importateur, qui peut espérer atteindre une croissance de 5 %. Cela lui permet, en apparence en tout cas, de sortir de la situation économique très incertaine qui prévalait en 2013, mais elle est maintenue bien en deçà des taux élevés qu'elle a connus lors des trois dernières années du précédent gouvernement (au-dessus de 6,2 %). Le renouveau de la croissance géorgienne a été, pour beaucoup, stimulé par l'accès au marché russe qu'a permis la réouverture des frontières et la disparition de l'embargo. Le pays a ainsi pu exporter massivement des productions telles que le vin ou les eaux minérales, qui ont nettement tiré les indicateurs économiques vers le haut. La croissance reste cependant impactée par la crise russe via les importants transferts d'argent des travailleurs migrants ou des familles installées en Russie, dont la valeur diminue à mesure que le rouble est dévalué. Les relations tissées avec les autres pays de la région affectés par la crise russe (par exemple l'Ukraine) ou par la baisse du prix des hydrocarbures (par exemple l'Azerbaïdjan, qui reste son principal investisseur) ont également des retentissements sur son développement.

L'Arménie est certainement le pays du Caucase du Sud qui souffre le plus, en raison de la diminution des investissements russes et des envois d'argent en provenance de la diaspora ou des travailleurs expatriés, même si la Russie dispose d'une importante base militaire dans le pays (qui constitue un garant de stabilité dans le conflit ouvert avec l'Azerbaïdjan). C'est d'ailleurs celui qui a le taux de croissance le plus bas (avec une prévision de 3,2 % pour 2014, un chiffre inférieur de 3,5 % de 2013).

La décision, qui lui a été pratiquement imposée, de rejoindre l'Union économique eurasiatique, suscite une grande incertitude dans le pays. Les citoyens arméniens ne voient pas bien où ce choix le mènera, ni quelles conséquences il aura sur son économie. Malgré cela, les représentants du gouvernement et de l'Etat multiplient les annonces pour éviter toute controverse à ce propos, la décision étant « irréversible » selon le président Serge Sarkissian. Ils ménagent néanmoins les autres partenaires, en particulier l'Union européenne qui a donné l'assurance qu'elle accompagnerait l'Arménie quel que soit son choix, tout comme les bailleurs internationaux pour qui cela ne remet pas en cause les partenariats tissés depuis plus de vingt ans.

La rivalité entre l'Union européenne et l'Union économique eurasiatique se fait tout de même sentir, alors que la Géorgie a poursuivi le processus de rapprochement avec l'UE, en engageant formellement le pays dans l'accord de libre-échange approfondi et complet. L'Azerbaïdjan, pour sa part, entretient une position neutre qui consiste à ne pas privilégier une union plus qu'une autre et à entretenir des relations diversifiées avec les différents partenaires. La position du gouvernement est de promouvoir l'intégration à l'OMC, objectif ambitieux tant les besoins de réformes structurelles restent importants.

Les évolutions macroéconomiques du Sud-Caucase sont donc très incertaines, et ses indicateurs sont engagés sur des pentes inquiétantes, que ce soit vers une augmentation des taux d'inflation, une diminution des réserves et une détérioration des balances des comptes courants. Les économies restent tirées par l'exploitation et l'exportation de matières premières, et l'intégration commerciale des pays de la région reste faible, le commerce régional ne représentant en moyenne que 7 % du commerce extérieur de chacun d'entre eux, alors que les taux constatés dans la région de l'Asie de l'Est (ANASE) sont proches de 25 %. Cela témoigne d'une très faible intégration économique régionale, compte tenu du caractère souvent conflictuel des frontières et de l'occupation des territoires.

Le Sud-Caucase devra donc être suivi de près, tant sa trajectoire est incertaine et risquée, alors qu'il avait connu des taux de croissance importants et persistants (sauf en Arménie) malgré la crise mondiale au cours des dix dernières années.

Azerbaïdjan

Le gouvernement avait déclaré que 2014 serait l'« année de l'industrialisation », conformément au projet de diversification de l'économie azérie porté depuis quelques années, grâce au développement des secteurs non pétroliers. Un document stratégique signé en 2013 (« Azerbaïdjan 2020, un regard vers le futur ») avait consacré cette décision, et prévoyait le doublement du produit national brut par habitant au cours des six prochaines années.

De fait, cette année encore, les secteurs non pétroliers ont gagné en puissance, avec une croissance de 8 % en 2014, alors que le secteur pétrolier continue à perdre de la vitesse avec 0,9 % de baisse, les évolutions des cours mondiaux des hydrocarbures et des matières premières confirmant l'urgence de la mise en œuvre du plan prévu de diversification pour la durabilité de la trajectoire économique du pays. Les secteurs agricole et alimentaire, des matériaux de construction et de l'équipement à usage industriel sont tous en croissance (5,5 % pour le secteur agricole), et bénéficient de programmes spéciaux pour l'accès au financement et au crédit en particulier.

En 2014, le gouvernement a créé un fonds national pour le soutien de l'entrepreneuriat (FNSE) au service des petites entreprises. Il continue de mettre en œuvre des mesures d'exemptions fiscales et douanières pour stimuler l'économie du pays et, en ce qui concerne le secteur agricole, pour le soutenir au moyen de subventions et de taux concessionnels aux agriculteurs à travers l'organisation Agroleasing.

Le secteur des technologies de l'information (IT) est toujours porteur dans le pays, qui cherche à renforcer sa position de pôle régional. Le fonds d'Etat consacré à leur développement a investi en 2014 dans trente projets liés aux technologies de l'information et des télécommunications. Son dynamisme

se mesure à l'importance des importations de technologies, qui ont atteint 260 millions de dollars. L'Azerbaïdjan se positionne sur le projet d'autoroute de l'information transeurasiatique (TASIM) pour 2016 « entre Francfort et Hong Kong », porté par un consortium d'entreprises russe (Rostelecom), kazakhe (Kaztranscom), turque (Turktelecom), chinoise (China Telecom) et d'Azerbaïdjan, mais pour lequel il existe des projets alternatifs, sur des routes septentrionales. La poussée dans le secteur des IT rend compte d'une tendance qui voit les services monter en puissance dans l'économie (8 % de croissance), puisqu'ils représentent maintenant un tiers du PIB. La production reste cependant pratiquement exclusivement tournée vers le marché intérieur, qui est protégé par des droits de douane et une organisation des marchés et des secteurs autour de soixante-dix *holdings* quadrillant l'économie. Quatre-vingt quinze pour cent des revenus des exportations sont encore fournis par les hydrocarbures, malgré la forte hausse des secteurs non pétroliers.

Le gouvernement a ciblé cette année la réduction des importations, qui ont encore crû de 3,4 % en 2014. Sont en particulier visées les importations de voitures, via la mise en place du standard Euro 4. Le principal objectif est la régulation d'un trafic routier qui devient compliqué dans la grande ville de Bakou.

L'inflation a été contenue, avec un taux de croissance des prix à la consommation de 2,8 % pour l'année 2014, grâce à l'encadrement des prix agricoles et alimentaires. La Banque centrale a donc réussi à maintenir le taux d'inflation en dessous de 5 %, objectif qu'elle s'est fixé dans un contexte où le gouvernement cherche à accroître l'accès au crédit (destiné aux investissements productifs) et a pratiqué d'importantes augmentations des salaires des fonctionnaires, pour compenser la hausse des prix. La Banque centrale travaille au renforcement du secteur bancaire du pays, confirmant la décision d'augmenter le capital minimum des banques commerciales, dans la perspective d'une consolidation et d'une recapitalisation obligatoire des établissements.

La politique fiscale trouve sa base dans les revenus pétroliers du pays, qui enregistre un surplus du commerce extérieur de l'ordre de 11 milliards de dollars grâce aux exportations d'hydrocarbures. Les transferts de la SOFAZ (le fonds pétrolier d'Etat) assurent 58 % de tous les revenus de l'Etat, le reste étant couvert par la fiscalité. L'amélioration des prélèvements fiscaux est au rendez-vous du programme instauré par le gouvernement, avec des revenus en croissance (12,8 % entre 2012 et 2014 selon la BAD). La dette publique se maintient au niveau très faible de 15,9 %. Mais cet indicateur devra être surveillé attentivement dans le futur car il n'a fait que monter depuis 2008 où il n'était que de 7,3 % du PIB.

Le secteur des hydrocarbures reste bien entendu stratégique, et la SOFAZ a investi plus de 2 milliards de dollars dans le South Gas Corridor CJSC, créé par décret présidentiel le 25 février. Le décret inclut les projets de lancement de la deuxième étape de Shah Deniz, l'expansion de l'oléoduc du Caucase du Sud et l'engagement dans les projets TANAP (le gazoduc transanatolien) et TAP (le gazoduc transadriatique). Ces projets sont cruciaux pour l'exportation des hydrocarbures azéris et doivent permettre aussi le développement international de l'entreprise Socar, la compagnie nationale pétrolière et gazière.

Arménie

Les performances économiques de l'Arménie ont continué d'être moyennes (une croissance de 3,2 % annoncée pour 2014) et elle n'arrive pas à retrouver le taux de croissance important enregistré en 2012. Cette année encore, elle pâtit de la baisse de la croissance russe, plus encore que les autres pays de la région. Les conséquences de la situation en Russie sont immédiates, compte tenu de la dépendance de l'Arménie des points de vue de l'énergie (gaz), des envois de fonds de l'étranger, du capital détenu par les entreprises russes dans celui des entreprises de tous les secteurs et de l'appui militaire (Moscou possède une importante base dans le pays).

La dévaluation du rouble, doublée de la baisse d'activité de l'économie russe, conduit à une diminution des transferts d'argent qui lui sont destinés. L'impact de ce manque à gagner, combiné à celui des sanctions, est ressenti au niveau des investissements. C'est ainsi que les sanctions contre les compagnies Rosneft et Gazprom se répercutent sur les activités des banques qui leur sont liées en Arménie, en particulier Areximbank-Gazprombank Group. Par ailleurs, les événements sont susceptibles de remettre en question le projet de Rosneft d'investir dans les mines de cuivre.

De fait, les investissements étrangers continuent d'être faibles (autour de 400 millions de dollars). Ils sont concentrés sur les mines et l'énergie, et pâtissent des incertitudes engendrées tant par le conflit avec l'Azerbaïdjan que par la perspective de l'intégration de l'Arménie dans l'Union économique eurasiatique, qui fait l'objet d'intenses discussions au sein du pays. Tous les sujets passent au crible des débats politiques intérieurs. Les procédures d'intégration sont en marche, comme en témoigne l'adoption, au début du mois de novembre, du code de classification des nomenclatures de produits. L'Arménie, qui a signé le 10 octobre à Minsk le traité d'accession à l'Union économique eurasiatique, en deviendra membre le 1^{er} janvier 2015.

L'agriculture continue sa progression (en particulier la production de blé, dont la croissance pourrait atteindre 9 % en 2014, sous l'effet du programme de développement conduit par l'Etat pour augmenter la productivité des terres, mais aussi des conditions climatiques plus favorables qu'au cours de l'année 2013). En ce qui concerne l'industrie, dont l'essor avait été freiné par l'augmentation des prix de l'électricité en 2013, le gouvernement en attend une amélioration avec la mise en œuvre du plan stratégique de développement industriel approuvé en 2012, qui cible onze secteurs. En outre, il espère bien en accélérer le développement avec la signature d'un accord avec la Russie en juin 2014, qui vise à baisser les droits de douane sur les produits pétroliers, le gaz et le diamant. Le secteur de la construction a lui aussi été actif, grâce à la mise en place d'infrastructures, autour de projets de barrages hydroélectriques, mais également de routes rattachées au corridor Nord-Sud. L'ouverture vers l'Iran s'accélère, avec la signature en 2014 d'accords pour la construction d'infrastructures ferroviaires, et notamment l'extension d'une ligne vers la ville de Jolfa, au sein de la province autonome de Nakhitchevan, située sur la frontière de la république d'Azerbaïdjan. Les deux pays ont également signé le projet de mise en place d'une troisième ligne de transmission électrique à travers la rivière Arak, lié aux travaux de construction de deux stations hydroélectriques sur la même rivière. La voie iranienne est également évoquée au sujet des hydrocarbures, le Premier ministre arménien ayant annoncé au cours de l'année l'augmentation des importations de gaz en provenance d'Iran, dans le but de diversifier les sources d'approvisionnement du pays.

Le taux d'inflation devrait être resté bas au cours de l'année 2014 (1,8 %), contrairement à ce qui s'est passé en 2013, quand l'on a connu un bond de 5,8 %, en réaction à l'augmentation des prix de l'énergie et à de mauvaises récoltes. La politique monétaire a été assouplie, afin de ne pas freiner la croissance. Il est envisagé une baisse de l'intensité du processus de consolidation fiscale qui était pourtant en œuvre depuis quelques années. Les programmes d'infrastructures, la souplesse dans la politique fiscale, l'augmentation des salaires et des retraites (une réforme de ces dernières est en cours) sont autant d'éléments qui viennent creuser la dette publique qui atteindrait, en 2014, 41,5 % du PIB, alors qu'elle n'était que de 13,5 % du PIB en 2008.

Géorgie

La Géorgie, qui bénéficie de la baisse du prix de l'énergie et, surtout, de l'ouverture du marché russe, est le pays de la région qui affiche le plus fort taux de croissance pour l'année 2014. Malgré les risques géopolitiques, Moody's a remonté sa note de « Stable » à « Positive » en août. Le pays a fait le choix de se tourner vers l'Union européenne en signant l'accord de libre-échange, et un programme concernant la période 2014-2017 a été établi en 2014.

Cette accélération de la croissance s'appuie principalement sur deux secteurs : le tourisme et l'agriculture. Le tourisme est en pleine expansion, avec un marché très porteur. Il engrange les résultats des programmes engagés par le gouvernement précédent, en particulier en Adjarie (Batumi) et à Tbilissi. De nouveaux projets d'hôtels sont en cours et le secteur attire des investissements étrangers. L'agriculture bénéficie de l'ouverture du marché russe à ses produits, en particulier le vin et les eaux minérales (+ 300 %). Ce changement est vu comme une véritable opportunité, mais également comme un risque, car le marché russe est considéré comme très volatile, et le retour d'un embargo toujours possible. Parallèlement, les acteurs de la filière poursuivent leurs efforts vers les marchés émergents, en particulier la Chine, véritable cible du gouvernement. Mais l'agriculture géorgienne reste très improductive et il y a là un véritable enjeu de développement pour l'ensemble du pays. Les autres filières agricoles sont si faiblement structurées qu'elles n'ont pas pu saisir les opportunités qui leur étaient offertes après l'annonce de l'embargo russe sur les productions agricoles et agroalimentaires européennes. Les marchés intérieurs sont par ailleurs totalement fagocités par les productions turques, les distributeurs s'appuyant essentiellement sur les filières d'importation. Le gouvernement a encore du mal à trouver sa voie. Des prêts bonifiés ont été introduits en avril 2013 et ont rencontré un très grand intérêt : après dix-huit mois, 250 millions de dollars, avec près de 20 000 prêts, ont été accordés au titre de projets portés par des entrepreneurs ancrés sur le territoire. Ce système tranche avec les méthodes de l'ère Saakachvili qui avait mis en place des programmes d'investissements centrés sur de gros projets, pensés de manière hors sol, et cofinancés à travers le Partnership Fund, avec des financements de projets de mécanisation réalisés à perte.

En 2014, le gouvernement a lancé des programmes équivalents pour favoriser le financement de la petite industrie, en ciblant quelques secteurs bénéficiant de la baisse du prix de l'énergie d'une part, et surtout de l'ouverture du marché russe qui permet d'exporter une partie de sa production d'autre part. Il a également redynamisé le secteur de la construction, et relancé les projets d'investissements dans les infrastructures initiés par le gouvernement précédent, mais en grande partie abandonnés (hormis dans le secteur énergétique, où le projet de barrage Kviri-Akhalkalaki a été poursuivi). Le projet d'autoroute Est-Ouest est maintenu, la relance de celui de port sur la mer Noire a été annoncée en 2014 à Anaklia, et les travaux relatifs à la ligne de chemin de fer Bakou-Tbilissi-Kars ont repris.

Le climat de la politique intérieure ne s'est pas apaisé, et le gouvernement en place continue de lancer des procédures d'arrestation des membres du parti d'opposition UNM. Les élections locales de 2014 ont cependant montré que ce parti demeure dans le paysage politique géorgien. L'état de la démocratie dans le pays n'est pas bon, comme l'ont démontré les scrutins où seuls 36,3 % des électeurs se sont déplacés au premier tour, et 34 % au deuxième. Les Géorgiens perdent confiance dans la politique. Le Premier ministre milliardaire Bidzina Ivanishvili a été remplacé par son assistant personnel, sans avoir mis en œuvre les programmes annoncés. Le gouvernement est vivement critiqué depuis qu'un certain nombre de décisions ont été prises à l'encontre des étrangers : le permis de séjour a été soumis à des procédures longues, sa durée réduite et le suivi des dossiers est assuré par une « commission pour la sécurité nationale » ; enfin, l'interdiction d'acquisition du foncier agricole est totale pour les étrangers. Dans tous les secteurs, on constate la remise en œuvre de commissions ou de règles qui avaient été abrogées par le gouvernement Saakashvili pour lutter contre la corruption et pour construire un climat propice aux affaires, avantage comparatif de la Géorgie dans la région.

Principaux indicateurs économiques

(Variations en % par rapport à l'année précédente, sauf mention contraire)

Arménie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	9,4	9,9	10,6128	10,98	11,34
Croissance du PIB	2,1	4,6	7,2	3,5	3,2
PIB par habitant (en dollars)	2 938	3 094	3 317	3 433	3 542
Prix à la consommation (taux d'inflation)	7,3	7,7	2,5	5,8	1,8
Equilibre des finances publiques (solde des adm. pub. en % du PIB)	-4,9	-2,8	-1,6	-1,7	-1,7
Dette publique (% du PIB)	33,3	35,1	38,9	41,4	41,5
Exportations (milliards de dollars)	1,9	2,4	2,6	2,75	2,8
Importations (milliards de dollars)	4,1	4,8	5	5,5	3,9
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2,2	-2,4	-2,4	-2,75	-1,00
Balance courante (% du PIB)	-14,7	-10,9	-11,3	-8,7	-8,7

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia*, novembre 2014
(p) : prévision

Azerbaïdjan

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	54,4	72,2	73,79	78,07	81,58
Croissance du PIB	5	0,1	2,2	5,8	4,5
PIB par habitant (en dollars)	6 112	8 112	8 291	8 772	9 166
Prix à la consommation (taux d'inflation)	5,7	7,9	1	2,4	2,8
Equilibre des finances publiques (solde des adm. pub. en % du PIB)	14,6	13,3	4,1	0,8	0,3
Dette publique (% du PIB)	11,1	10	11,6	13,8	15,9
Exportations (milliards de dollars)	28,5	37,2	35	33,18	29,7
Importations (milliards de dollars)	11	15,9	17,7	19,47	18,4
Balance commerciale (milliards de dollars)	17,5	21,3	17,3	13,71	11,3
Balance courante (% du PIB)	28,4	26,5	21,5	16,7	16

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia*, novembre 2014
(p) : prévision

Géorgie

	2010	2011	2012	2013	2014 (p)
PIB (nominal, milliards de dollars)	11,7	12,9	13,6869	14,12	14,83
Croissance du PIB	6,4	7,2	6,1	3,2	5
PIB par habitant (en dollars)	2 659	2 932	3 111	3 210	3 371
Prix à la consommation (taux d'inflation)	7,1	8,5	-0,9	-0,5	4,6
Equilibre des finances publiques (solde des adm. pub. en % du PIB)	-6,6	-3,6	-3	-2,6	-3,7
Dette publique (% du PIB)	39,2	33,9	32,3	32,2	33,9
Exportations (milliards de dollars)	4,1	5,2	6,1	6,95	7,40
Importations (milliards de dollars)	6,1	7,9	9,1	9,06	8,7
Balance commerciale (milliards de dollars)	-2	-2,7	-3	-2,11	-1,30
Balance courante (% du PIB)	-10,3	-11,8	-11,5	-5,9	-8,5

Sources : FMI, *Regional Economic Outlook, Middle East and Central Asia*, novembre 2014
(p) : prévision